

# LA GRANDE RELEVÉ

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

au sommaire  
de ce numéro :

- 3** **M-L DUBOIN**, dans son éditorial, rappelle que les conservateurs, en 1936, disaient: «**MIEUX VAUT Hitler que le front populaire**». Est ce que cette histoire recommence ?
- 4** **G.SOROS**, donne **L'AVIS D'UN EXPERT**. L'homme qui a amassé la plus grosse des fortunes grâce à sa connaissance des mécanismes financiers avertit des dangers que le capitalisme fait courir à notre société.
- 5** **A.PRIME** se sert du slogan publicitaire de la société Eurostar, **THE BUTTER AND THE MONEY OF THE BUTTER**, pour montrer comment le gouvernement "réduit la fracture sociale" en apportant toujours plus de beurre à ceux qui n'en ont pas besoin !
- 7** Mais le *Centre des Jeunes Dirigeants* a compris l'utilité d'**UNE ENTREPRISE À LA CARTE** et la *Confédération Nationale des Cadres du Québec* suggère de **FAIRE PAYER LES ROBOTS** et de redistribuer les richesses qu'ils produisent;
- 8** tandis que l'association *Un Travail pour Chacun* soumet au gouvernement une proposition pour lui permettre d'**ACTIVER LES DÉPENSES PASSIVES** afin de résorber le chômage. sans sortir du système.
- 9** **J-P MON** voit que se préparent de nouvelles pratiques commerciales, les entreprises créant elles-mêmes de **NOUVELLES MONNAIES**.
- 11** **D.KESSOUS** constate que **LA PYRAMIDE CAPITALISTE** a ruiné des milliers d'Albanais parce qu'ils avaient fait confiance à des sociétés financières.

N° 964 mars 1997

Directrice de la publication :  
**Marie-Louise DUBOIN**

Rédacteur en chef :  
**Jean-Pierre MON**

Diffusion et relations extérieures :  
**André PRIME**  
**Djémil KESSOUS**

\*  
*Rédacteurs (tous bénévoles) :  
les abonnés qui le souhaitent.  
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture  
et ne sont pas renvoyés.*

\*  
Impression : R. PERNEL  
Commission paritaire N° 57434.  
Diffusé par les N.M.P.P.

#### TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF
(Par avion, nous consulter)		

#### Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,  
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

**LA GRANDE RELEVÉ**

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente  
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"  
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal  
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens  
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

**TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04**

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

### **KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance**

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco). Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

**épuisé**

~~L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE~~

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

**nouvelle édition**

### **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour comprendre les mécanismes d'une économie alternative comparés à ceux de l'économie actuelle. L'économie distributive vécue dans ses détails (110

♦ *Pour animer une discussion :*

### **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

texte d'une conférence d'André PRIME (25 F)

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::*

### **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**

numéro hors série de janvier 1992 à 25 F franco

### **LA TROISIÈME VOIE**

numéro hors série de décembre 1996 à 15 F franco

♦ *Enfin une bande dessinée :*

### **« ET SI ON CHANGEAIT ? »**

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (25 F, franco).

**Tous ces documents peuvent être commandés au journal.**

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à  
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,  
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.  
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais  
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



A-L W

## Mieux vaut... ?

« **M**ieux vaut Hitler que le front populaire ! » Voilà ce que disaient les conservateurs en 1936, et on sait où cet aveuglement a mené trois ans après... Alors quand *Le Monde* du 7-2 a titré sur sa Une: « *Alain Juppé veut que le RPR combatte à égalité le Front National et le PS* », c'était la meilleure façon de faire élire Mégret, malgré son inéligibilité, à la mairie de Vitrolles. Ni les politiciens, ni les journalistes n'ont donc tiré les leçons de l'histoire ? Raison de plus pour se mobiliser contre un Debré lorsqu'il veut faire obligation aux citoyens de dénoncer des étrangers.

À l'heure où le théâtre découvre *Kou l'ahuri*, écrit par J. Duboin en 1934, et dont le héros est stupéfait de trouver la misère dans l'abondance, on ne peut s'empêcher de comparer l'actualité avec celle des années qui précédèrent la guerre, et de voir que monte le fascisme dès que le chômage fait rage. À l'évidence, c'est bien la montée du chômage qui est à l'origine de ce qu'on appelle la crise. Faudra-t-il pour comprendre transformer encore 30 millions de chômeurs en soldats, faire 30 millions de morts, pour aboutir à quelques nouvelles "glorieuses" années de prospérité ? En annonçant toujours qu'ils ont trouvé la recette-miracle pour créer des emplois, les politiciens prennent l'énorme responsabilité de la montée de la violence dont on ne sait pas sur quoi elle va déboucher. C'est parce qu'elle se révolte contre ces promesses auxquelles elle ne peut plus croire que la population se laisse leurrer par celles du FN.

L'erreur de la gauche a été de se plier aux règles imposées par le marché financier, au lieu de dire clairement que celles-ci sont incompatibles avec le progrès social.

La politique de la droite, contrairement aux promesses folles du candidat Chirac, ne fait qu'élargir la

fracture sociale. Et celle que propose la droite de la droite va plus loin. Dans ces conditions, la balle est dans le camp de la gauche. Mais si les discussions qui l'agitent, du PS au PC, en passant par les Verts, se noient dans des combines n'ayant pas d'autre but que gagner des élections sans avoir un véritable projet de société pour l'après-salariat, c'est le parti de la violence qui va gagner.

Il faut d'urgence une sérieuse prise de conscience. Ne plus promettre des emplois mais dire publiquement que c'est impossible parce que les entreprises n'en ont pas besoin pour prospérer. Annoncer clairement que c'est toute la société qu'il faut réorganiser, en tenant compte des conséquences des nouvelles technologies pour que soient enfin distribués à tous les fruits d'une production qui se fait désormais sans labeur humain. Et oser reconnaître qu'une telle réorganisation doit remettre en cause les mécanismes du marché capitaliste, le rôle des transferts de capitaux en particulier.

Justement, un expert de taille, car c'est celui qui a le mieux su en profiter<sup>1</sup>, Georges Soros, vient de prendre conscience des dangers que ce marché fait courir au monde, il annonce sans ambages : « L'ennemi, c'est le capitalisme » (voir page suivante). Un exemple récent, parmi tant d'autres, devrait faire réfléchir : le scandale qui vient d'éclater en Albanie où plus d'un tiers de la population a été ruinée par l'effondrement de "pyramides capitalistes". Enfin, le Forum économique mondial qui vient de se tenir, comme chaque année, à Davos, en réunissant un millier de chefs d'entreprises qui pèsent plus de 4.000.000.000.000 de dollars, montre bien qui dirige le monde et lui impose "sa" culture, celle du fric. Si vous n'avez pas pu vous y inscrire<sup>2</sup> lisez le dossier publié par *Le Nouvel Obs* sur "Les 50 maîtres du monde"... Il paraît qu'ils ont réfléchi

à la révolution que les nouvelles technologies vont apporter demain dans le domaine des transactions commerciales, avec de nouvelles monnaies<sup>6</sup>. Il serait temps de ne pas leur en laisser le monopole.

Il est désastreux que le seul parti<sup>7</sup> qui dénonce les méfaits et les dangers du libéralisme capitaliste soit celui de Le Pen. Car celui-ci, en reprenant une antienne fort répandue avant la guerre, en profite pour focaliser la haine vers des responsables qu'il désigne (les juifs, les francs-maçons, etc.). Et son succès, qui n'est pas dû à son talent ou à son culot, pourtant énorme, l'est au fait que l'alternative qu'il offre est celle de la facilité, de la démagogie qui consiste à désigner un bouc émissaire. La méthode qu'il propose pour résoudre le problème du chômage relève de la méthode déjà utilisée par Hitler: en rendant l'émigré responsable du chômage, on jette l'anathème sur une catégorie de gens, on apparaît ainsi, par différence, comme pur, ce qui permet de se faire plébisciter, avec l'aide d'une armée de fanatiques, par une masse de gens qui se dispensent ainsi de réfléchir, se sentant devenus des héros, des anges exterminateurs. La dictature qui suit ouvre parfois les yeux, mais c'est trop tard.

On comprend que face à cette sournoise et lâche facilité, ceux qui exhortent leurs semblables à réfléchir objectivement pour définir un projet de société plus juste, ne font pas recette.

Préférer l'humanisme, c'est choisir la difficulté.

**MARIE-LOUISE DUBOIN**

— — — —

1. au point d'en tirer une fortune évaluée à 12 milliards de dollars.

2. Prix d'inscription 80.000F. Prix de séjour en rapport, et en plus.

3 Voir également ci-contre les expériences récentes de monnaies locales organisées à l'échelle d'une ville. →



Voici quelques extraits de ce que dit Georges Soros dans son livre *Le déficit de l'argent*, traduit chez Plon en octobre dernier; dans le magazine américain *The Atlantic Monthly* de janvier; puis dans un article du *Nouvel Obs*, début février, intitulé tout simplement :

« *L'ennemi, c'est le capitalisme* » :  
**L'avis d'un expert**

« **S**i par moralité on entend tout ce qui contribue au bien-être général, j'admets que la spéculation est... amoral, car le seul but du spéculateur est de s'enrichir personnellement et non d'enrichir la société...

*J'agis légalement... Je suis moi-même choqué par les quantités d'argent que je peux gagner sur les marchés... J'opère dans le cadre du système mais je le critique sérieusement. Les mécanismes actuels du marché ont acquis trop d'importance dans nos sociétés... L'idéologie du laisser-faire... affirme posséder des bases scientifiques, en l'occurrence la théorie économique qui voudrait que les marchés tendent naturellement à l'équilibre. Cette théorie serait valide si ses prémisses étaient vraies. Mais voilà... ce postulat n'est pas soutenable. La plupart des gens pensent que la globalisation est irréversible, que les marchés sont si puissants qu'on ne peut rien y changer... C'est une erreur. C'est peut-être ce qui va se produire mais il y aura finalement une remise en cause, de rudes contrecoups. Je ne prédis pas un effondrement du commerce international, mais je l'envisage. Le plus grave est que nos contemporains ne semblent pas conscients du danger. Ils parlent des marchés financiers comme s'il s'agissait de quelque chose d'irréversible. C'est une erreur, C'est une analogie superficielle avec les techniques d'innovation...*

*L'effondrement du marché global serait un désastre dont on ne saurait imaginer les conséquences. Personnellement, je le trouve plus facilement envisageable que la poursuite indéfinie du régime actuel... Contrairement aux apôtres les plus acharnés du laisser-faire, non seulement je ne crois pas à la perfection des marchés, mais je ne crois pas non plus que la compétition mène automatiquement à la meilleure répartition des ressources. Je ne considère pas que la survie des plus forts soit un objectif souhaitable. Nous devons lutter pour certaines valeurs fondamentales, à commencer par la justice sociale, impossibles à sauvegarder dans le cadre d'une compétition effrénée...*

*Mettre sur pied un système qui ne profite pas aux spéculateurs, c'est le rôle des autorités. Quand les spéculateurs s'enrichissent, c'est que les dirigeants politiques ont failli...*

À propos du traité de Maastricht:

«...l'idée de Maastricht a été élaborée par des responsables de Banques centrales qui n'ont pas tenu compte des réalités politiques. Ils ne se sont intéressés qu'à la discipline monétaire, sans se préoccuper de la situation générale récessionniste, ni du chômage... L'économie est une donnée trop sérieuse pour être laissée aux mains des responsables des Banques centrales ! »

## Un problème, deux façons d'y répondre

**E**n juillet 1989, j'ai proposé au maire de Parthenay d'expérimenter la mise en circulation, à l'aide de cartes municipales de paiement, d'une monnaie locale mais officielle, pour tous les échanges locaux. Il me semblait, à voir les initiatives qu'il encourageait, que ce maire PS serait intéressé et se montrerait favorable à une expérience susceptible d'ouvrir l'horizon vers une économie distributive. Hélas, il n'a pas jugé bon de répondre, montrant par là qu'il ne saurait envisager la moindre rupture, même timide, avec le système financier actuel auquel il entend rester soumis.

Mais toutes les municipalités du monde ne partagent pas cette peur. Et le *Nouvel Obs* du 9-12-96 rapporte une expérience extrêmement encourageante puisqu'elle va plus loin que celle des LETS ou SEL. Elle est due à l'initiative d'un américain bien tranquille, ancien publicitaire et journaliste : Paul Glover. Celui-ci est « devenu l'écono-

*miste le plus astucieux et le banquier le plus populaire de l'État de New-York* », consacré dans ce titre par le *New-York Times*, le *Wall Street Journal*, l'*Associated Press* et même par le plus capitaliste des journaux : *Across the Board*. Il observa les mouvements de l'argent dans sa ville, Ithaca : de puissantes entreprises (des compagnies d'assurances en particulier), des chaînes de magasins « venaient s'y installer, en aspiraient l'argent local... pour aller le réinvestir ailleurs ».

La même chose s'observe partout. Mais là Paul Glover a décidé de désamorcer cette pompe à finance et de mettre à la place un système d'irrigation en circuit fermé : il a donc inventé une monnaie locale qui est maintenant non seulement adoptée par 1450 magasins et entreprises locales, mais en plus reconnue, consacrée par le procureur du Comté. Plutôt « *qu'enrichir les multinationales en utilisant le dollar* », les habitants d'Ithaca « *préfèrent utiliser cette monnaie fabriquée dans leur ville parce qu'elle est la*

*contrepartie des fruits de leur travail alors que le dollar est une monnaie de "monopoly" dépeçée de toute matérialité, qui ne correspond à rien, sinon à une dette nationale de 5.200 milliards de US \$* » (ce sont leurs propres termes).

La monnaie locale d'Ithaca s'appelle l'*Ithaca hour* (l'heure d'Ithaca). Elle se réfère donc à l'heure de travail, comme en fait, plus ou moins clairement, celle des LETS ou des SEL. Mais si son usage se répandait, elle aboutirait à une remise en question générale de la monnaie capitaliste et il n'y aurait alors plus qu'une étape à franchir pour la transformer en monnaie distributive : l'indexer non plus sur les heures de travail, mais sur les fruits du travail. La réalité sur laquelle une monnaie doit être indexée, comme l'ont compris les habitants d'Ithaca, serait alors la production réalisée, même si c'est avec de moins en moins de travail humain.

M-L-D.



ANDRÉ PRIME passe en revue les mesures prises par le gouvernement pour élargir encore la "fracture sociale" que le candidat Chirac a promis de résorber...

## The butter... and the money of the butter

Tout le monde a entendu cette publicité récurrente, à mon avis de mauvais goût, pour Eurostar. On la verrait mieux comme devise du patronat et de ses serviles représentants : depuis que la droite est revenue au pouvoir, non seulement elle a eu droit au beurre et à l'argent du beurre, mais elle en veut toujours plus. Au point qu'il n'est nul besoin d'être de gauche pour trouver l'attitude des patrons indécente. Et même, très timidement et pour la galerie, certains de leurs serviteurs au sommet ont dû les rappeler à l'ordre : ils ont cumulé profits et avantages.

— L'autorisation administrative de licenciement, supprimée par Chirac en 1986, n'a pas été rétablie par la gauche revenue au pouvoir.

— Toutes les sociétés nationalisées juteuses, qui rapportaient donc de l'argent à l'État, ont été privatisées entre 1986 et 1988. Depuis le retour de la droite en 1993, les canards boiteux sont recapitalisés ou en voie de l'être (Air France, 20 milliards ; Crédit Lyonnais, SNCF, on ne compte plus ; Thomson, 12 milliards, etc.) avec nos impôts bien sûr, avant privatisation. Toujours la bonne vieille recette de la classe riche : privatiser les profits, socialiser les pertes.

— Balladur a fait cadeau de 100 à 120 milliards aux entreprises "pour favoriser l'embauche" résultat : en 1993, 300.000 chômeurs de plus.

— CEI (après d'autres mesures du même genre) : 2.000 F/mois pendant deux ans, exonération de toute charge, pour tout chômeur embauché, théoriquement de longue durée. Résultat : *embauches d'aubaine*, comme on les a appelées (dénoncées par certains comme Martine Aubry), après "départ" de salariés plus coûteux.

— Autres avantages non négligeables pour les patrons et les

riches (souvent les mêmes) : la baisse des BIC<sup>1</sup> de 50 à 33 % (les socialistes y sont pour quelque chose), au point que, dans le budget 1996 par exemple, les recettes (132 milliards) ne couvrent pas les intérêts de la dette : 226 milliards ; les pressions de Chirac pour favoriser les plus riches soumis à l'ISF ; la baisse prévue de 53 à 40 % de l'impôt sur les salaires les plus élevés. Raison invoquée pour ces deux dernières mesures : la crainte de transferts à l'étranger si le fisc continue à torturer ces malheureux.

— Allègement des charges sociales pour les salaires les plus bas, en attendant mieux, avec, comme corollaire, fiscalisation par une augmentation de la CSG, payable par tous.

— Pour faire bonne mesure, alors que le remboursement des soins a diminué de 5 %, voire beaucoup plus, sur les médicaments dits de confort, dont la liste s'allonge sans cesse, c'est encore le bon peuple qui, avec le RDS, doit combler le trou de la Sécu ; le corps médical, bien représenté à la Chambre (10 % des députés) se refusant à tout effort véritable.

— Malgré tous ces avantages, le coût du travail est encore jugé trop élevé. C'est sur ce verrou que se concentrent depuis quelques années les tirs du patronat. Il est évidemment en situation de force : masse des chômeurs ou des jeunes, fussent-ils bardés de diplômes, qui se pressent à la porte ; chantage à la délocalisation.

\* \* \*

La bataille tourne autour de la *flexibilité*. Ce n'est pas parce que Chirac, dans son entretien télévisé du 12 décembre 96, a dit qu'il n'aimait pas le mot (qui a une "connotation antisociale"), que cela change quoi que ce soit à la chose. Le mot est

assez flexible pour renfermer ou camoufler une foule d'interprétations<sup>2</sup>.

Si le Premier ministre est tenu à une certaine prudence « *il faut assouplir une certain nombre de règles* », le président de la Confédération des PME demande froidement au gouvernement de « *faire voler en éclats toutes les contraintes du droit du travail* ».

Le CNPF, en termes un peu plus policés, réclame une très large "adaptation", voire révision, du droit du travail pour embaucher et licencier plus facilement et ainsi *créer des emplois*. On se rappelle la promesse d'Yvon Gattaz, patron du CNPF jusqu'en 1986, d'embaucher 383.000 personnes (chiffre précis pour "faire sérieux") contre la suppression de l'autorisation de licenciement. On vit sous Chirac, Premier ministre, le résultat...

Les promesses des patrons valent celles des hommes politiques.

Donc flexibilité tous azimuts : annualisation des horaires; diminution des horaires et des salaires dans certaines entreprises, avec chantage aux licenciements; semaine de 32 heures, voire moins, à condition que les machines tournent nuit et jour, souvent week-ends compris; travail à mi-temps; suppression du SMIC réclamée à cor et à cri; etc.

En résumé, le salarié doit être une marchandise comme une autre, de surcroît taillable et corvéable à merci, puis jetable. Le pourcentage de jeunes embauchés en CDD atteint 85 %.

\* \* \*

En ce qui concerne la durée du travail, qu'il s'agisse de la semaine de 32 ou 35 heures (cf projet socialiste) ou de la retraite à 55 ans, c'est un tollé patronal - maîtres et serviteurs - d'une incroyable hypocrisie.

Qui demande des plans sociaux avec licenciements à 55 ans, voire 51 ans comme IBM il y a quelques mois ? M. Calvet n'est pas des moins ardents, lui qui bénéficie de plans sociaux à répétition. Fustiger une France *qui ne veut plus travailler*, ou évoquer la nécessité de travailler au-delà de 60 ans, quelle duplicité<sup>3</sup> ! Ce sont les patrons, quand ça les arrange, qui imposent des semaines réduites et la retraite anticipée, celle-là à la charge de la collectivité.

Un peu de pudeur et de dignité, Messieurs, vous qui vous considérez comme l'élite de la nation ! Accordez votre discours avec votre double jeu.

Personnellement, mais cela n'engage que moi, je ne suis pas actuellement pour la retraite généralisée à 55 ans. Qu'elle soit réservée pour le moment à ceux qui ont eu un travail pénible. La raison en est simple : il me semble préférable de résoudre les problèmes dans l'ordre pour ne pas aiguiller les travailleurs sur une fausse piste, en leur faisant croire que la retraite à 55 ans va dégager de nombreux emplois. La productivité aurait vite fait de combler le vide laissé et le chômage continuerait ses ravages.

La bataille prioritaire, c'est celle du partage du temps de travail, seule façon de lutter efficacement contre le chômage<sup>4</sup> selon le slogan expressif et mobilisateur : **travailler moins pour travailler tous.**

**ANDRÉ PRIME**

-----

1. Impôts sur les bénéficiaires industriels et commerciaux

2. « *La flexibilité est le masque le plus abouti d'une réduction d'effectifs* ». P. Georges *Le Monde*, 29-1-97.

3. NDLR. Calvet a soixante cinq ans. Loin de laisser sa place, il demande maintenant à la cumuler avec celle de PDG du Lyonnais !

4. Ce n'est pas la légère embellie de décembre 96 que s'est empressé de chanter la droite, qui changera les résultats fondamentaux d'un chômage structurel : près de 100.000 chômeurs de plus en 96 ; et les prévisions pour 97, malgré le *frémissement* (comme ils adorent ce mot !) ressenti paraît-il, sont de l'ordre de 100.000 chômeurs en plus. A moins de tricherie. Un an avant les législatives, tout sera mis en œuvre pour triturer les chiffres réels.

## "Some more butter"

Dans un arrêt rendu le 6 février, la Cour de Cassation considère que le versement d'une commission directe destinée à obtenir d'un ministre une remise fiscale n'était pas un abus de biens sociaux (ABS) dans la mesure où cette opération **est conforme aux intérêts de l'entreprise**<sup>1</sup>. D'où la "divine surprise" pour le patronat et les élus. *Le Monde* du 8-2 conclut « *En vertu de cette jurisprudence qui vise à limiter très strictement les champs des ABS, les pots de vin offerts à des élus ne tomberont sans doute plus sous le coup de la loi sanctionnant les ABS* ». Depuis des années, des députés ou sénateurs de droite "commis" par le patronat se battaient pour en arriver là. L'un d'eux, Mariani, RPR, déclare au *Monde* « *qu'il est heureux de cette jurisprudence* » et qu'il « *serait de bonne politique que le législateur confirme* ».

Voilà le pauvre Toubon, qui ne savait comment venir à bout de toutes ces casseroles que traîne la droite, et qui risquaient de leur faire perdre les législatives de 98, délivré par un simple arrêt de la Cour de Cassation. En effet, si le délai de prescription (trois ans) pour abus de biens sociaux prend date à la découverte des faits, celui de corruption est éteint trois ans après les faits. Comme en général, les malversations sont découvertes plus de trois ans après, les corrupteurs (c'est-à-dire les élus exigeant des pots de vin pour l'obtention d'un marché) tomberont sous le coup de la prescription ; et les corrompus (les entreprises payant ces pots

de vin) ne tomberont plus sous le coup de la loi. Le 13 juin 1996, le président de la Commission juridique du CNPF n'hésitait pas à déclarer : « *Que cela choque ou non, il y a des cas où il peut être de l'intérêt de l'entreprise d'accomplir un acte illégitime* ».

« *La façon dont la justice est rendue, la façon dont elle est vécue par les citoyens sont au cœur de la démocratie. Il n'y a pas d'État de droit, il n'y a pas de vertu républicaine sans une bonne justice.* » Chirac, 22-1-1997, à la télévision.

En résumé, la Générale et la Lyonnaise des Eaux qui cumulent les pots de vin, les entreprises de bâtiments, etc. n'auront plus de soucis à se faire. Ils défendent "l'intérêt social" de l'entrepr

se. Et tous les hommes politiques, dont Barrot, Méhaignerie, Longuet et tant d'autres (peut-être même Carignon) vont se trouver amnistiés. La motte de beurre peut grossir sans limites. La gauche, qui traîne aussi des casseroles, beaucoup moins que la droite, va-t-elle contre-attaquer avec vigueur ?

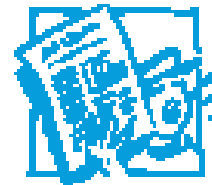
Provocation ou hasard ? L'arrêt de la Cour de Cassation a été rendu le lendemain de la publication de la liste des 400 magistrats ayant signé l'appel de Genève contre la corruption internationale : « *Nous désirons contribuer à construire, dans l'intérêt même de notre communauté, une Europe plus juste et plus sûre, où la fraude et le crime ne bénéficient plus d'une large impunité et d'où la corruption sera réellement éradiquée* ».

A.P.

-----

1. Il s'agissait du PDG de la société KIS qui, en 1987, avait remis 760.000 F. à P. Botton pour que son beau-père, M. Noir, alors ministre du Commerce extérieur, réduise sa dette fiscale qui se montait à 15 millions de francs. M. Noir accorde une remise de 10 millions en raison des

Dans la préface du rapport du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprises (CJD), Didier Livio, son président national, est très clair :



## Vers l'entreprise à la carte

**N**ous avons aujourd'hui clairement conscience que le volume d'emplois ira inéluctablement en diminuant. En tant que chefs d'entreprise, nous sommes bien placés pour constater que cette mutation est en marche. Que nous le voulions ou non, la société construite sur le plein emploi a vécu.

C'est en ce sens que nous avons appelé depuis presque deux ans au passage d'une société de plein emploi à une société de pleine activité. Cette dernière expression a pu prêter à confusion...

... Il ne s'agit pas de fournir différents types d'activités complémentaires de l'emploi salarié comme autant d'ersatz de travaux de production et de services. Il s'agit de prendre acte des mutations qui s'opèrent et de faire en sorte que chacun puisse trouver sa place dans la société et l'entreprise de demain en se réappropriant son temps de vie.

Au cours d'une existence humaine, le temps consacré à l'emploi ira en

diminuant. Ce fait n'est plus discutable. Ce qui l'est, en revanche, c'est la manière dont s'organiseront nos entreprises et notre société pour que chacun, au cours d'une vie, occupe une emploi salarié, participe au travail de production mais aussi mette à profit le temps libéré pour développer d'autres activités (familiales, associatives, éducatives, civiques...).

Cela nous oblige à donner de nouveaux fondements au lien social. Le travail et l'entreprise ne pouvant plus en être le moyen et le lieu d'exercice exclusifs.

L'enjeu est que l'entreprise devienne un lieu de production de richesses, de biens et de services cohérent avec la société dans laquelle elle vit. Un lieu qui satisfasse ses contraintes économiques en permettant à chacun de se réapproprier son temps, donc son projet de vie.

Utopique pensez-vous dans les représentations actuelles. Depuis 1938 que nous luttons pour une économie au service de l'homme,

nous avons toujours considéré au CJD l'utopie comme l'inverse du renoncement.

La donne change, mais le défi reste, plus que jamais, actuel.

\* \* \*

Ce rapport constate d'abord trois symptômes "révélateurs de la fin d'une système" : la fracture sociale, la rigidité de l'entreprise et l'insécurité grandissante des salariés. Les principes d'action retenus sont également trois : une flexibilité sans précarité, la prise en compte de la diversité des attentes et des besoins et une marche vers une société de négociation et de contrat. Ceci implique, dans la pratique, l'aménagement et la réduction du temps de travail et, pour cela, le changement de l'organisation interne de l'entreprise par la mise en place de nouvelles pratiques de management, reposant sur une organisation par projets où la hiérarchie de statut ferait place à une hiérarchie de compétence et de responsabilité, et l'information, actuellement "distribuée" à une information "disponible".

Le Président de la Confédération Nationale des Cadres du Québec, Jean Perron, irait-il encore plus loin que le CJD français ? Voici en effet quelques extraits qu'il a fait paraître dans le journal *La Presse* de Montréal du 8.1.97 sous le titre :

## Faisons payer les robots !

**L**es mutations sociales les plus récentes nous forcent à reconnaître que notre société entre dans une nouvelle ère et qu'il nous faut, par conséquent, revoir notre conception du travail et de l'emploi... Le contexte actuel nous montre clairement que la création d'emplois devient chaque jour plus utopique... L'accroissement de la productivité s'appuie maintenant sur le développement de nouvelles technologies - et non sur une augmentation de la main-d'œuvre - on se trouve en présence d'un déséquilibre inévitable entre, d'une part, l'offre d'emplois qui diminue et, d'autre part, la demande d'emplois qui, elle, augmente de manière

exponentielle... Il reste la possibilité de redistribuer l'emploi entre l'ensemble des citoyens et des citoyennes, c'est-à-dire passer du temps plein au temps partiel... Ensuite et surtout, il faut inventer un outil de redistribution des richesses susceptible de favoriser le partage du travail... Il faut diminuer significativement la durée du travail et, au moyen d'une fiscalité adaptée, redistribuer les richesses produites par le système de production sans travail... Le lien traditionnel qui existait naguère encore entre production = travail = salaire tend à laisser la place de plus en plus à un nouveau lien de type technologie = moins de travail = productivité

accrue. L'illustration la plus évidente de ce nouveau principe nous est fournie par les banques qui, comme chacun le sait, augmentent leur productivité et donc leurs profits bon an mal an, tout en tentant de réduire le plus possible leur personnel ! N'est-il pas logique, dans un tel contexte, de "faire payer les robots" ? Après tout, si la production d'une entreprise comme une banque se maintient voire s'accroît en nécessitant moins de travail et qu'on y remplace les humains par une technologie de pointe, pourquoi une telle entreprise ne serait-elle pas tenue de partager la richesse produite sans travail humain pour soutenir le travail partagé ?

Peut-on résoudre le problème du chômage sans sortir du capitalisme libéral ? C'est ce que cherche à faire l'association *Un Travail pour Chacun*, présidée par Jacques Nikonoff, qui a proposé au gouvernement, en la personne du Ministre du travail Jacques Barrot, un projet pour résoudre en trois ans, le chômage... actuel :

## Activer les dépenses passives

La présentation de ce projet, intitulé : **“L'emploi pour tous, une expérimentation nationale dans dix territoires”**, est remarquablement bien soignée. Un dossier, largement diffusé, témoigne d'un travail de préparation très sérieux, où l'essentiel a été prévu, jusqu'aux consultants prêts à apporter leurs concours aux élus locaux qui seraient intéressés. Il s'agit en effet de lancer des expérimentations dans une dizaine de territoires à trouver (districts, groupes de communes, etc.) ayant pour objectif commun « *d'organiser les forces locales en identifiant tous les potentiels d'emplois* » (supposés exister), de faire « *l'inventaire des ressources humaines et financières* » locales et de mettre en place « *les structures de concertation entre tous les acteurs locaux qui vont permettre la création et la gestion de ces emplois* ». Jacques Nikonoff précise que ceci impose des conditions clairement définies, par exemple, « *la réorganisation de l'ensembles des flux financiers et de changer tout ce qui doit l'être* ». Pour recruter et payer les experts, pour organiser et coordonner ces expérimentations au plan

national, sous le contrôle et avec les services du Ministère du Travail, l'association *Un Travail pour Chacun* (UTC) demande à l'État de lui allouer une somme estimée à un peu plus de 12 millions de Francs, la première année. Mais la démarche d'accompagnement doit être assurée pendant trois ans.

Pour rendre publique cette initiative, l'association UTC et celle des Journalistes de l'Information Sociale (AJIS) m'avaient conviée à une conférence de presse à l'Assemblée nationale, le 21 janvier dernier. Le communiqué de presse annonçait que plusieurs dizaines d'élus et de responsables locaux voulaient expérimenter « *de nouvelles voies pour l'emploi à partir d'une logique de terrain* ». Enfin du concret! Enfin de l'action! Enfin un projet bien ficelé, pouvait-on penser. J'y suis donc allée avec enthousiasme : serait-il donc possible de faire quelque chose dans le système ?

Nous n'étions guère plus de deux douzaines de personnes, en comptant les membres de l'association. Parmi nous, les représentants du Cabinet d'experts consultants concerné par le projet. Ils

ont, pour l'appuyer, fait état de leur expérience. En effet, une préfiguration du projet a été étudiée avec l'appui du Conseil Général de la Drôme, dont un des Conseillers, Didier Jouve (Verts) est venu nous parler avec optimisme, ajoutant toutefois qu'aucune réalisation n'avait pu commencer « *parce qu'il manque le feu vert du gouvernement* ».

Quelques élus, venus en voisins, ont ensuite eu la parole. Ceux de gauche ont dit que pour effectuer cette activation des dépenses passives, toutes les instances nécessaires existent

déjà. Seulement elles choisissent plutôt de financer des activités dont l'utilité n'est pas évidente (Disney et les courses de Chantilly ont été cités), et ce, malgré les remarques de la Cour des Comptes. Que c'est par conséquent la volonté politique qui fait défaut. Un élu de droite a exposé que lui-même n'avait eu aucun mal, lorsque 73 emplois avaient été supprimés dans une cimenterie de sa circonscription, à trouver 73 entreprises pour recaser les chômeurs concernés. Mais que malheureusement, SA méthode rencontre systématiquement l'opposition de l'UNEDIC.

Bref, les élus présents eurent en général des réactions désabusées ou du genre : “ C'est la faute des autres ”.

Comme, apparemment, aucun journaliste n'avait jugé bon de venir s'informer, j'ai tenu à souligner l'excellent travail de l'association UTC. Tout en notant son optimisme, en particulier quant à la durée prévue (trois ans pour venir à bout du chômage actuel !). Il faut espérer que le Ministre du Travail acceptera, je cite J.Nikonoff, de « *refuser de tirer un trait sur des millions de personnes* » et de choisir pour cela, je cite encore « *la France de la solidarité, de la créativité, de la citoyenneté* ». Pour ne pas risquer de décourager qui que ce soit, je n'ai pas exprimé mes doutes sur le fait que même si le gouvernement acceptait de faire les efforts que lui demande UTC, l'échec est prévisible, car, à tous les niveaux, même le local, les entreprises ne créent que les emplois qui les intéressent, et celles-là, elles les ont déjà. J'ai toutefois fait remarquer que si le projet réussissait, en trois ans, à employer les actuels chômeurs, tout serait alors à reprendre parce qu'il faut s'attendre, dans le même temps, à un grand nombre de nouveaux “dégraissages”. On m'a répondu que c'était là de l'idéologie. À suivre, on verra bien de quel côté sont les illusions...

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

#### Pour que vive la Grande Relève

R. Hanicot 50 - R. Jacobs 120 - Mme Lachapelle 270 - Mme Lahens 300 - J. Palud 100 - R. Pelofi 70 - Mme Prothery 25 - J. Renon 100 - J. Rocroy 170 - M. Sacagi 20 - B. Simonnet 70 - G. Soilly 70 - Mme Laudrain 100 - Anonyme 1000 - R. Cohu 70 - M. Coty 170 - E. Cuisinier 70 - J. Duray 20 - Mme Eisler 70 - G. Finck 100 - Mme Fournier 370 - Mme Frete 75 - Ph. Guillaume 70 - M. Guimbretière 70 - Ch. Vieille 70 - P. Béné 400 - M. Bernadat 70 - Mme Bouchard 300 - R. Mourin 50 - J.M. Maillet 20 - Mme Chiva 55 - Anonyme 250 - D. Erlich 75 - A. Mouradoff 70 - R. Mangeon 70 - J.M. Lestrelin 52.

**Total 5032 F. Merci à tous !**



Il y a un peu plus d'un an, dans un article intitulé "Les Euro-nuls" (GR 951, JEAN-PIERRE MON s'étonnait de l'ignorance dont semblaient faire preuve les gouvernements européens en matière de monnaie électronique. Il y décrivait brièvement quelques projets plus ou moins avancés, certains même déjà expérimentés, par des banques ou même des administrations, comme les Postes suédoises. « *Nous pouvons remplacer l'argent liquide plus rapidement que l'automobile a remplacé le cheval* », déclarait alors le promoteur d'un de ces systèmes de paiement électronique. Les choses évoluent effectivement très vite :

## Vers de nouvelles monnaies

Cette année, le fameux Forum de Davos était organisé autour d'Internet et de la société en réseaux. On y a évidemment beaucoup parlé de transactions commerciales en direct sur Internet et donc aussi de monnaie électronique. Je n'étais pas à Davos, mais je sais que les américains qui y participaient n'ont pas manqué d'ironiser sur le retard pris par les européens en la matière, retard que je signalais déjà en conclusion de mon article l'an dernier.

Après ce constat, et deux ans avant l'introduction probable de l'Euro, il me paraît intéressant de faire le point sur le commerce et les monnaies virtuelles.

### Où en sommes-nous ?

Ce que l'on sait déjà, c'est que l'introduction de l'Euro coûtera cher aux banques européennes ( donc à nous !). Le coût de la conversion à l'Euro pour l'ensemble de l'Union européenne est estimé entre 55 et 70 milliards de francs. Les coûts pour l'industrie, bien qu'importants, seraient beaucoup plus faibles. Entre 1999 et 2002, les transactions pourront être effectuées soit en monnaies nationales soit en Euro. Mais, quoi qu'il en soit, le simple citoyen devra, en plus, apprivoiser une nouvelle monnaie — la monnaie électronique — stockée sur une carte à puce qui lui permettra de faire ses achats habituels chez les commerçants, au marché, dans la rue,... ou encore d'effectuer des transactions sur le réseau Internet à partir de son micro-ordinateur. Quant aux entre-



prises, elles seraient bien avisées de prendre désormais en compte, dans leur stratégie monétaire, les nouvelles possibilités (et les menaces) introduites par l'extension rapide de la monnaie numérique. Pour cela, il faudra qu'elles suivent de près le développement en cours sur Internet d'une économie sans frontière. Alors que dans certains cercles (y compris au siège de la Commission européenne) on considère la monnaie électronique comme la panacée aux défauts logistiques de l'Euro, d'autres instances, beaucoup moins optimistes, prévoient une guerre totale entre les monnaies nationales existantes et les nouvelles formes de paiement, y compris les moyens de paiement spécifiques qui pourraient être émis par les entreprises. La possibilité d'utiliser une monnaie électronique pour faciliter la transition vers la monnaie unique a été pour la première fois envisagée en novembre 1994 dans le rapport d'un groupe consultatif d'experts de la Communauté européenne chargé d'étudier les modalités de l'unification monétaire. La conclusion du rapport encourageait la Communauté européenne à généraliser

l'utilisation de cartes à puce et autres moyens de paiement électroniques pour éliminer les espèces sonnantes et trébuchantes (la monnaie physique) avant de mettre en œuvre le nouveau système. Depuis lors, le concept de monnaie électronique est passé, en Europe, de l'étude à l'expérimentation, dans une série d'initiatives parrainées par des banques telles que la banque Irlandaise AIB, la banque commerciale de Grèce, la banque Nationale de Grèce et la banque italienne San Paolo di Torino. La Commission européenne a, elle-même, expérimenté dans les cantines et distributeurs automatiques de son siège bruxellois son propre projet de porte-monnaie électronique, OPERA (Open Payment Research Association), développé dans le cadre du programme ESPRIT. Les motivations des banques participant à OPERA sont diverses : certaines, comme la banque nationale de Grèce, qui s'est chargée de la fourniture et de la gestion des cartes, s'y intéressent surtout pour expérimenter le pré-paiement; d'autres ont des objectifs plus ambitieux. Les Italiens, par exemple, cherchent essentiellement à apprendre comment ils pourront exploiter les capacités multi-monnaie de l'architecture OPERA dans leur futur système national Minipay. Avec ce type d'expérimentation, les banques vont être en mesure de créer un système permettant aux détenteurs de cartes de faire des achats avec leur porte-monnaie électronique aussi bien en Euro qu'en monnaie nationale.

Mais, en facilitant pour les consom-

mateurs la conversion d'une monnaie en une autre, cartes à puce et porte-monnaie électroniques font aussi naître entre monnaies une compétition, dans laquelle les plus faibles seront progressivement expulsées du marché libre électronique par leurs rivales plus fortes et plus stables. Comme le dit un consultant britannique, « *si vous pouviez faire vos achats dans n'importe quelle boutique américaine et les payer en n'importe quelle devise, sans que vous ayez la moindre conversion à faire, que mettriez-vous dans votre carte — des marks ou des escudos ?... Les monnaies les plus faibles seront rapidement éliminées.* »

Citons encore quelques expériences : en mai 96, la Deutsche Bank et Digicash ont commencé à tester l'utilisation de la monnaie électronique sur Internet. Les clients de la Deutsche Bank peuvent ainsi payer des articles de revues, des services de bureau ou commander des marchandises. Pour ce faire, les clients de la banque disposant d'un micro-ordinateur et d'un accès à Internet se connectent au site de la Deutsche bank, débitent leur compte et chargent sur leur disque dur le montant équivalent en monnaie électronique. Ils peuvent quand ils le souhaitent l'utiliser pour payer sur Internet sans aucune formalité, sans mot de passe et sans aucun risque. Un peu plus tôt dans l'année, EUnet, un fournisseur européen de services sur Internet, avait lancé en Finlande, en collaboration avec Merita Bank, un service permettant à ses abonnés de se brancher sur un guichet automatique virtuel du réseau mondial et de transférer directement des fonds de leur compte dans leur porte-monnaie électronique. Avec cette monnaie, ils peuvent effectuer des transactions entre eux ou avec des commerçants "en ligne"

EUnet et Digicash, en collaboration avec de grandes banques, ont, cette année, l'intention d'étendre leurs services à plusieurs pays européens.

Aux jeux Olympiques d'Atlanta, Visa a commencé à expérimenter

son porte-monnaie électronique, Visa Cash, destiné à faire de petits achats, tels qu'une tasse de café, un ticket de bus ou un journal...

Pour les banques, il est maintenant vital d'ouvrir des guichets virtuels sur internet. En effet, selon une enquête menée par la société d'études Booz, Allen et Hamilton, la création d'un site bancaire sur Internet coûte entre 6 et 12 millions de francs et son fonctionnement revient à environ 300.000 francs par an, alors que la construction d'une agence dans une grande avenue d'une ville européenne s'élève à plus de 9 millions de francs, et cela avant que la première transaction n'ait été effectuée.

### **Une nouvelle conception de la monnaie.**

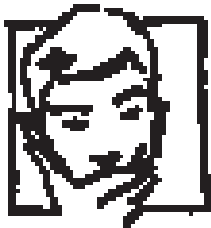
Si l'on examine les choses de plus près, c'est à un véritable bouleversement de la notion de monnaie que nous sommes en train d'assister. Lisez plutôt : « *Les directeurs financiers des grandes entreprises mondiales renommées devraient prendre en compte dans leur stratégie un nouvel élément fondamental, la monnaie électronique : ils ne doivent plus se contenter de faire des profits, ils doivent maintenant créer leur propre monnaie, une monnaie spécifique à leur entreprise.* » C'est la thèse que développent D. Birch et N. McEvoy, consultants de l'agence britannique Hyperion, et qui doit prochainement être publiée dans une revue du Centre d'Études des Innovations Financières du Royaume Uni. Elle reprend la théorie avancée dès 1994 par Edward de Bono selon laquelle une monnaie "privée" permettrait à l'entreprise émettrice de **maîtriser sa production de biens ou de services**. Par exemple, IBM pourrait émettre des "dollars IBM" que les consommateurs pourraient utiliser pour acheter des produits ou des services IBM. Birch et McEvoy pensent que le développement d'Internet et des systèmes de monnaie électronique en feront bientôt une réalité. Les consommateurs pourraient alors échanger entre eux les monnaies émises par les diffé-

rentes entreprises ou en racheter pour payer des biens et des services sur Internet. « *A partir du moment où les gens pourront utiliser le réseau pour envoyer à l'entour cette monnaie privée, un marché de l'offre se développera pour ces divers types de monnaie. Par exemple, quelqu'un qui a trop de points Safeway ABC diffusera une page web offrant de les échanger contre des unités téléphoniques de British Telecom : les courtiers internationaux, comme Thomas Cook entre autres, deviendront alors des sites web qui vous rendront la contrepartie nécessaire à vos achats dans la monnaie de votre choix. On pourra faire tout ça en quelques secondes et à des coûts de plus en plus faibles.* »

Pour tirer avantage des opportunités prometteuses offertes par ces percées technologiques, les entreprises devraient dans une première étape entrer des points de fidélité sur des cartes à puce, puis dans une seconde étape, permettre à leurs clients de les échanger entre eux. Simultanément, elles pourraient se mettre d'accord avec d'autres organisations non concurrentes pour se racheter les points qu'elles auraient chacune distribués. « *Ce qui signifie, disent Birch et McEvoy, que les entreprises doivent cesser de considérer les points de fidélité comme des outils de marketing destinés à fidéliser leur clientèle ou à obtenir plus d'information sur leurs clients et leurs habitudes de consommations... Retirez-les du département marketing et faites-en un outil pour votre département financier. Cessez de manipuler de l'argent, créez de la monnaie!* »

Ainsi, la création de l'Euro, sa coexistence pendant trois ans avec les monnaies nationales, la généralisation de la monnaie électronique, l'apparition de monnaies locales au sein des SEL semblent-elles préfigurer la fin du monopole bancaire de création monétaire Est-ce une voie ouverte à la monnaie de consommation? Nous en reparlerons prochainement.

**JEAN-PIERRE MON**



L'actualité nous offre un bel exemple de la façon dont le système capitaliste peut mener à la ruine des populations dont le seul tort est d'avoir accordé leur confiance à des sociétés financières :

## La pyramide capitaliste

Les manifestations qui ont secoué l'Albanie durant la première quinzaine de février ont surpris par leur violence. Des milliers de petits épargnants ruinés sont descendus dans la rue pour exprimer leur colère et affronter les forces de l'ordre. En quelques jours, à partir du dimanche 9 février, on a dénombré quatre morts et des centaines de blessés.

Quelle est la cause de cette révolte ? Elle réside dans la ruine de centaines de milliers de petits épargnants, causée par l'effondrement des sociétés financières pyramidales. Le mécanisme de cette escroquerie est bien connu. Au départ, quelques petits malins créent une société de placements en promettant une rentabilité mirobolante à leurs souscripteurs (plus de 30 % par mois et plus, en l'occurrence). Dans un premier temps, les intérêts sont effectivement payés et, le bouche à oreille aidant, l'opération fait boule de neige : les fonds affluent. Toute la logique de l'opération réside ici, dans cette croissance géométrique des dépôts. En effet, les anciens souscripteurs sont payés grâce aux fonds apportés par les nouveaux. Le système ne peut marcher qu'en expansion constante. Tôt ou tard, cependant, il finit par s'effondrer. Mais il est alors

très malaisé de retrouver les capitaux initiaux qui se sont envolés "off shore" avec ceux qui les percevaient.

Cependant, rarement une escroquerie aura atteint une telle dimension car on estime qu'un tiers des Albanais a été piégé<sup>1</sup>. Certains ont liquidé tout leur patrimoine : appartements, voitures, trousseaux... pour le confier à ces sociétés.

Ce scandale est hautement instructif. En premier lieu, il révèle la formidable séduction qu'exerce le système libéral sur la planète entière. Les Albanais ont d'abord succombé à l'idéologie de l'argent facile et du boursicotage, mythe complaisamment relayé par tous les médias occidentaux. Cette même propagande a certainement puissamment contribué à l'effondrement des Pays de l'Est, il y a quelques années (même si elle n'en est pas la cause principale).

Mais cette faillite retentissante peut également nous donner de précieux indices nous permettant de comprendre le fonctionnement du système capitaliste contemporain. Ce dernier, en effet, fonctionne bien, en toute légalité, de manière pyramidale.

Depuis ces deux dernières décennies, alors que l'économie réelle va de mal en pis, l'économie virtuelle, financière, montre en

revanche une santé éclatante. Alors que la consommation des ménages stagne, que le chômage croît irrésistiblement, les revenus du capital ne cessent d'augmenter. Chaque année, les grandes places boursières internationales battent de nouveaux records. Ce sont des revenus stérilisés ne trouvant aucun emploi dans l'économie réelle : en achats de biens ou en investissements, qui, chaque jour, viennent grossir un peu plus la bulle financière en permettant au système d'offrir des intérêts juteux... Ce petit jeu peut-il durer éternellement ? On se doute bien que ce processus qui accumule une formidable richesse virtuelle d'un côté et qui, à l'opposé, précipite de plus en plus de personnes dans la misère, doit craquer tôt ou tard. Si un jour, comme les Albanais, mais à une échelle infiniment plus large, des petits épargnants occidentaux se mettent à liquider leurs actifs en faisant craquer la bulle, cela risque de faire très mal. On frémit à cette idée. Les Albanais nous montrent que des petites gens ruinées peuvent avoir de grosses colères...

**DJÉMIL KESSOUS**

1. *Le Monde* du 5 février, p. 3

*Dans notre numéro 962, de janvier 1997, nous avons publié un article rédigé par deux intermittents du spectacle expliquant leur rôle et leurs revendications face à des mesures envisagées par le gouvernement et dont la conséquence serait un accroissement inadmissible de leur précarité. Un second article, de J.P. Mon, rappelant la situation de ces artistes, montrait qu'elle préfigure celle de bien d'autres et que tous sont donc personnellement concernés par nos propositions d'économie distributive.*

*Notre correspondant à Dijon, R.Lieutet, apporte de ceci un nouveau témoignage, celui des professionnels du spectacle et de l'audio-visuel de Bourgogne / Franche Comté qui, lors de leur assemblée générale du 14 janvier dernier, ont adopté des orientations motivées et argumentées qu'il convient de faire connaître le plus largement possible. Faute de place, c'est dans notre prochain numéro que nous en publierons des extraits, ainsi qu'une poésie intitulée "Il n'y a plus d'argent", envoyée par René Paul Pax Pineau.*

**Commençons notre tribune libre en donnant la parole à un ancien abonné :**

**P**ermettez que je me manifeste à nouveau. Dans les années 84 à 86, j'ai été un lecteur de La G.R. Je me suis intéressé à vos thèses, pour la bonne raison que je défendais moi-même des thèses qui m'étaient personnelles et qui n'étaient pas très éloignées des vôtres. J'ai interrompu mon abonnement car j'ai constaté que votre mouvement faisait du sur place. Jacques Duboin avait sans doute raison sur les conséquences de la technologie, moi également, puisqu'avec des années de retard, pour une question d'état civil, j'ai fait le même constat.

Où il y a divergence, c'est sur le type de société qu'il faut construire et sur la manière d'y arriver. Si les distributistes n'ont pas été écoutés depuis qu'ils existent (ça fait tout de même plus de soixante ans), il y a bien peu de chance pour que d'un seul coup, des millions de Français se mettent à adhérer à vos thèses. Il faut compter avec la paresse intellectuelle et la peur du changement. Pour la plupart des gens, il est plus rassurant de voter pour des partis politiques qui promettent de tout arranger sans rien toucher au système plutôt que de modifier des siècles d'habitudes. Pour cette raison, je pense que vous avez tort de vouloir tout changer d'un coup. Pour ma part, je crois qu'il faut créer un double système économique, un pour ceux qui n'ont pas de problème avec l'économie de marché, l'autre pour ceux qui n'y ont plus leur place. Si j'ai un reproche à vous faire, c'est de ne pas avoir essayé d'appliquer vos thèses sur le terrain. Il y a bien longtemps que vous auriez dû vous constituer en association et montrer qu'il est possible de vivre (et bien vivre) dans une économie différente de celle qui est responsable du chômage et de l'exclusion...

J'ai découvert à quel point les gens peuvent être décourageants. Je suis convaincu qu'il ne faut pas chercher à convaincre le plus

grand nombre, la tâche est impossible, il est préférable de rechercher dans la société des gens qui sont prêts à montrer l'exemple en passant aux actes.

La plus grande difficulté c'est de réussir à s'adresser au grand nombre, pour y trouver la minorité capable de s'engager. Comment s'adresser au public ? Écrire un livre pour expliquer des thèses suppose que l'on trouve un éditeur qui veuille bien prendre des risques, pas facile à trouver. Écrire à compte d'auteur est coûteux et cela ne résout pas le problème de la distribution. Faire de l'auto-édition ou devenir éditeur n'est pas chose aussi simple, lancer un appel aux associations caritatives, encore faut-il être compris, les réactions ne sont pas toujours celles espérées. Je suis convaincu que le seul moyen de faire triompher le bon sens, c'est de rassembler les gens intelligents qui généralement agissent en ordre dispersé dans différents mouvements. La difficulté est précisément de réussir à les joindre...

H. Gurnaud, Brignais

RÉPONSE. Vous proposez une économie duale ? Mais nous sommes en plein dedans !

Appliquer nos thèses sur le terrain ? C'est un projet de civilisation que nous présentons, pour adapter la société à la mutation en cours. Comment voulez-vous l'expérimenter dans un coin ? Pour mettre l'économie au service des hommes, il faut rendre à la démocratie le pouvoir économique, détenu par les marchés financiers. Ou faire ce que font les Sel, localement, mais avec les seules ressources de l'artisanat, comme si rien n'avait été inventé pour libérer l'homme de certains travaux depuis plus d'un siècle.

\* \* \*

**Passons maintenant la parole à un nouvel abonné :**

**A**yant lu plusieurs ouvrages et revues relatifs à l'Économie distributive, je pensais avoir une idée suffisamment nette des thèses



A-L W

développées ; j'avoue avoir vu en elles une solution logique à l'aggravation continue de la situation économique actuelle.

Hélas ! grande fut ma déception après avoir lu l'article de M. Bourdette répondant lui-même à un lecteur de la GR (voir n° 962 - Tribune libre). Le tableau qu'il dépeint n'est guère encourageant compte tenu des expressions qu'il utilise. On lit ainsi, en bien peu de lignes : «...interdiction du droit de libre vente... changement de statut (mot ultrasensible aux temps qui courent) ...après imposition du système de paiement... fermeture des agences immobilières... (cela évoque le chômage)... suppression autoritaire du libre marché... »<sup>1</sup> et enfin l'apothéose : «...sauf à vouloir provoquer la guerre civile...».

Quel programme ! Comment voulez-vous qu'un candide veuille en savoir plus sur l'Économie distributive ?

Pour ma part, je ne suis plus tout à fait candide en ce sens que les sources relatives à l'Économie distributive nous sont probablement communes. Cependant, privilégiant l'esprit critique indépendant de toute polarisation partisane, vous comprendrez que mon analyse puisse être fort différente de celle de M. Bourdette.

Après, je l'avoue, succincte réflexion, deux explications se présentent à moi. (M. Bourdette en a peut-être une troisième ?) :

. Peut-être s'agit-il de sa part, d'une lecture trop rapide des thèses de l'Économie distributive.

. Ou simplement, doit-on voir ici un désir impérieux de faire connaître lesdites thèses avec l'unique souci de ne rien altérer ?

Quoiqu'il en soit, c'est raté, la pédagogie de M. Bourdette est à revoir.

En conclusion, nous sommes ici en présence de deux modèles : →

1. Une prétendue seule solution qui n'est en fait qu'une énième copie, éventuellement retouchée, d'une politique, fut-elle de gauche, ayant maintes fois prouvé son impuissance.

2. Un projet théorique (mais déjà rôdé eu égard de son ancienneté de concept), logique, équitable, plein de promesses, mais demandant à être expérimenté, amendé et ajusté en fonction des besoins humains et des réalités de demain. C'est ceci l'Economie distributive.

Personnellement, je me refuse à rester amarré au socle de la stérilité. J'incline pour le second modèle, et ceci en pensant à nos jeunes présents et à venir, lesquels s'ils étaient parfaitement informés en seraient, j'en suis persuadé, les plus ardents défenseurs.

Le plus grand problème actuel de l'Economie distributive, c'est la diffusion au plus grand nombre de ses concepts. Cette étape franchie, sa logique saine sera garante de la préparation psychologique progressive des mentalités.

J. Fressac, Linars

1. Peut-on se souvenir que le libre marché implique la libre concurrence, laquelle conduit à la compétition, d'où dérive la compétitivité. Compétitivité n'est-il pas le maître-mot de l'économie capitaliste qui nous propose, jour après jour, un accroissement du chômage ?

**RÉPONSE.** Avons-nous eu tort, par souci d'ouverture, de publier les textes de J.Bourdette, même en Tribune Libre ? Votre lettre nous reconforte : nos propositions ne paraissent pas telles que J.Bourdette les a caricaturées et quelqu'un qui les découvre, mais avec bonne foi, peut les comprendre. Merci, vous nous rassurez...

\* \* \*

**N**ous avons toutes les raisons de ne pas nous décourager: Nos idées progressent à la vitesse V ! L'effet Forrester sans doute. Voir Le Monde du 14.1.97. Je l'ai lu : formidable et si émouvant dans le ton. La fin du travail aussi. Nous sommes une force de proposition pas seulement de dénonciation.

M.T., Fécamp

**RÉPONSE.** Le démarrage a été long, mais il semble qu'il soit arrivé. C'est le moment de redoubler d'efforts.

\* \* \*

**U**n petit mot pour accompagner la photocopie d'un article paru dans "Politis" du 16 janvier dernier, au cas où sa lecture aurait échappé à votre revue de presse...

Son contenu va si évidemment dans le sens prôné par la Grande Relève depuis des années qu'il mérite d'être pointé. Ainsi que nous le soulignons il y a peu, nous relevons de plus en plus d'indices d'une prise de conscience qui fait son chemin. L'aberration du libéralisme, ses dysfonctionnements, les scandaleuses disparités de revenus qu'il entraîne (la plus grande partie des richesses étant de plus en plus aux mains d'une fraction décroissante de la population), les hallucinations de la consommation à tout prix, de la croissance de la relance, bref, toutes ces visions arriérées qu'un gamin de cinq ans pourrait dénoncer...!

Bien sûr que les richesses sont là, bien sûr qu'il y a assez pour tout le monde. Tout cela est clair... sauf pour l'éditorialiste du Point (de la même semaine), inénarrable fossile (M. Imbert) qui ironise, à propos de la retraite à 55 ans, sur «les prophètes en chaise longue prédisant la fin du travail...». Pinçons-nous ! Sont-ils vraiment si stupides, ou font-ils semblant de croire à leurs sornettes pour conserver leurs privilèges et reculer le plus possible la terrible échéance (pour eux !), celle où il leur faudrait bien songer enfin à partager. Je penche plutôt pour la seconde hypothèse, malgré les quelques crétins qui de bonne foi croient encore au libéralisme. Le moment venu d'ailleurs, si leur réticence à partager s'avérait trop obstinée, je gage que certains arguments auxquels ils ne songent peut-être pas (sûrs de leur pouvoir et de leur bon droit) sauront les convaincre...

Bien amicalement et avec tous mes encouragements pour votre utile fonction de réflexion et d'éveil.

M.M., Ermont

**RÉPONSE.** L'auteur de cet article nous avait transmis son papier. C'est un distributiste actif qui se donne du mal et réussit ainsi à se faire publier dans les journaux les plus "ouverts". Bravo !

\* \* \*

**J**enrage quand je lis ou entends les propos de ceux qui sont censés s'y connaître en économie et penser pour nous, y compris les socialistes qui croient encore au plein emploi. Que d'aveugles, que d'imbéciles au ciel du pouvoir, en France comme dans mon pays où on ne m'objecte que des idioties : le distributisme favorisera la paresse, tuera l'initiative et l'amour du travail... Ça, c'est de notre président de la Confédération helvétique, que j'ai tâché de convaincre dans un débat, naïf que je suis.

Votre don Quichotte naïf a chez divers éditeurs le manuscrit d'un essai intitulé "Pour en finir avec la misère dans l'abondance"... Refus du Seuil, parce que je me réfère trop à Jacques Duboin. Mais enfin, il faudra quand même que les yeux s'ouvrent\*. J'ai écrit à J.Rifkin, auteur de la Fin du travail et, une fois de plus, à son préfacier Rocard, puisque les socialistes, quoiqu'ils aient déjà trouvé la solution, pourraient peut-être réfléchir encore un peu avant de gagner les législatives.

\*Et "Les Yeux ouverts" ?

R-L. J. , Neufchâtel

**RÉPONSE.** Notre écrivain joignait quelques pages de son ouvrage: un cri du cœur qui fait penser à "L'horreur économique". Espérons qu'il aura la chance de trouver un éditeur ayant les yeux ouverts !

\* \* \*

**D**epuis 50 ans je lis la Grande Relève et suis de plus en plus convaincu du principe de l'Economie distributive. Toutefois, depuis plusieurs années, j'évite de trop en parler autour de moi, car, systématiquement je suis traité de doux rêveur, d'utopiste, ou le plus souvent de...(excusez-moi)... Or, ces temps derniers, trois faits

*m'ont agréablement frappé.*

*Un ancien ami que j'avais perdu de vue depuis longtemps, m'a rencontré et, dans la conversation, en parlant de la situation dans la France et dans le monde, m'a avoué que plus il écoute les informations, plus il pense que j'avais raison lorsque je l'entretenais de l'Economie distributive.*

*Un autre ami, de mon âge (73 ans) passe plusieurs mois d'été en vacances dans le Var. Or, des relations dans ce secteur lui ont parlé de nos thèses, précisé que de nombreuses personnes dans le Midi étaient acquises à l'Economie distributive, qu'elles connaissaient plusieurs personnes dans ce cas dans le Loiret et en particulier dans sa propre commune : Saint Jean de Braye. Elles lui envoient des numéros de la G.R. qu'il lit avec intérêt. Il n'est pas encore assez mûr je crois pour s'abonner, mais il commence à prendre les choses au sérieux. Encourageant !*

*Enfin, et cela me semble le plus important, en cherchant un livre chez un libraire, je suis tombé sur le livre La fin du travail, écrit par un certain J.Rifkin. Ce titre a retenu mon attention, et j'ai consulté le résumé de ce livre sur la dernière page de sa jaquette. C'est toutes les théories distributives qui sont évoquées. De plus ce livre est préfacé par Michel Rocard, ce qui est du reste dans la ligne du texte Aveux complets paru dans le dernier numéro de la Grande Relève.*

*Le ver commence à s'infiltrer dans le fruit ! Il n'en est pas encore à avoir dévoré entièrement la pomme d'Argent ! Mais cela vient !*

*Bien sûr, je ne verrai pas l'épanouissement de l'Economie distributive, mais peut-être dans 20, 30 ou 50 ans... ? En tout état de cause, je ne vois qu'une seule alternative qui reprend l'ancienne devise de la G.R. : l'Economie distributive ou la bombe atomique.*

*Espérons en l'intelligence des jeunes générations. Toutefois, je crains une chose : dans l'hypothèse de la réussite de nos thèses, il est très possible (et j'en ai bien peur) que Jacques Duboin ait tiré*

*les marrons du feu, et que ce soient quelques politiciens qui s'en emparent et s'en régalent !*

*A.D., Orléans*

RÉPONSE. Effectivement, bien des manifestations récentes, des réflexions, des livres, des demandes d'information que nous recevons, et il y en a de plus en plus, nous incitent à penser que nos idées font (enfin!) leur chemin !

Mais quand vous nous signalez la découverte de "La fin du travail", le livre de Rifkin, vous nous faites de la peine. Car les lecteurs de La Grande Relève peuvent se vanter d'avoir été les premiers en France à être informés de la publication de ce livre grâce à un article que nous avons publié en juin 1995 (n° 945, p. 8) et qui, précisément, portait ce même titre !

On ne dira jamais assez combien La Grande Relève est un "précurseur" ! Sans rancune !

\* \* \*

**C**ompliments pour votre action persévérante et bon courage pour continuer car ce n'est pas le moment de "lâcher" : on entend et on lit de plus en plus d'analyses qui mettent en cause le système économique actuel. Malheureusement, la plupart ne vont pas jusqu'à la conclusion logique : la solution distributiste.

*J.R., Antony*

\* \* \*

**J**e voudrais, comme Marie-Louise dans le N° de décembre, commencer cette lettre par une citation de V.Hugo, le poète visionnaire : « Il n'existe pas de plus grande puissance que celle d'une idée dont le temps est venu »...

Le 31 janvier a eu lieu une rencontre-débat avec Alain Fourré à l'initiative de l'ÉPI, association partenaire de la Bio-Coop de Blois... au cours de laquelle l'existence d'un « gouvernement mondial invisible » a été évoquée... J'avais en ma possession "les affranchis" depuis un certain temps déjà ; je l'ai lu, que dis-je ? dévoré dans les 48 heures qui ont suivi la conférence. La convergence flagrante avec mes implications dans les

A-L-W



*domaines de l'écologie, agrobiologie et espérantisme, confirme, s'il en était besoin, mes "inspirations" antérieures..*

*On assiste à la constitution d'un réseau alternatif qui se présenterait comme une immense toile d'araignée ...qui convergerait et partirait en même temps de et vers la future société distributive, avec intersections périphériques. Tout un symbolisme !...*

*Aussi, que M.J.G., de Fumel, soit rassuré, les distributistes (et les autres) ne sont pas si endormis qu'il y paraît, même s'ils ne se précipitent pas sur leur stylo, et nous attendons avec impatience le résultat de ses réflexions dans le livre promis. Et qu'il sache que l'échec n'est qu'apparent...*

*O.C., Chitenay*

RÉPONSE. Voici encore une réplique encourageante à tous ceux qui — parfois sans rien faire de sérieux par eux-mêmes pour aider — se désespèrent de voir que nos idées ne "passent" pas assez vite.

**Aimer c'est agir**, dit cette nouvelle lectrice, à bons ententeurs !

\* \* \*

**C**es idées, dont j'avais déjà entendu parler, me paraissent décidément bien intéressantes et j'ai commencé à les diffuser, lors d'un dîner hier, par exemple. Je suis étonnée de constater l'enfermement des gens dans le système établi. Il est vrai que j'ai vécu ça dans l'éducation nationale où toute idée de réforme pose problème. Bref, vous avez du pain sur la planche, mais je suis prête à vous aider, surtout quand je serai à la retraite, ce qui ne va pas tarder.

*O.G., Toulouse*

RÉPONSE. Bienvenue soit la retraite ! Courage, ce n'est pas dans l'éducation nationale que nous avons rencontré les esprits les plus fermés !

## En résumé, analyses et propositions pour une économie distributive :

### UN CONSTAT :

#### LA GRANDE RELEVÉ

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**<sup>1</sup> dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat  
ne peut plus être mesuré  
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle  
la crise**<sup>1</sup>.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

### UNE NECESSITE :

#### INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

**économie distributive**,  
qui pose en principe que :

*toute production  
physiquement et  
écologiquement réalisable  
doit être  
financièrement  
possible.*

*Et quand elle a été réalisée,  
tout citoyen doit avoir  
le pouvoir d'achat nécessaire  
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de *l'échange entre pouvoir d'achat et temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et  
celle du **droit économique**  
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

### DES PROPOSITIONS :

#### LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

#### LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

#### LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette **monnaie distributive** est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes<sup>2</sup>, des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

## UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées<sup>3</sup>. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyen-neté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**<sup>4</sup> renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront com-

posées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

-----

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

***Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.***

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

... exemplaires de **La Grande Relève N°.....**, à 13 F l'un, soit.....F

... ex. de **La Troisième voie** (N° spécial 961), à 13 F l'un.....F

... ex. de **Kou l'ahuri**, livre de J. DUBOIN (1934, réédité en 1982) à 65 F l'un, soit.....F

... ex. de **Les affranchis de l'an 2000**, de M-L Duboin (1984 et 1996) à 110 F l'un, soit.....F

... ex. d'**Un Socialisme à visage humain**, brochure d'A. Prime, à 25 F l'une, soit.....F

... ex. de la bande dessinée **Et si on changeait ?** à 25 F l'une, soit.....F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE ..... F

P A R

PRÉNOM,  
NOM,  
ADRESSE  
EN CARACTÈRES  
D'IMPRIMERIE  
ET SIGNATURE

M.....  
.....  
.....  
.....

CHEQUE À

L'ORDRE DE **LA GRANDE RELEVÉ, CCP 1340239 M PARIS.**